

La lettre politique n°5
de
l'Institut éthique et politique Montalembert

Janvier 2019

Comprendre le mouvement des gilets jaunes, un impératif pour mieux protéger les droits de l'homme en France

Il aura fallu que l'opinion publique maintienne son soutien à la révolte des gilets jaunes après les terribles événements du 1^{er} décembre pour que le pouvoir accepte de la prendre au sérieux. Alors que des manifestations plus traditionnelles de l'extrême-gauche semblent prendre le relais, et que l'extrême droite monte dans les sondages pour les élections européennes, il est nécessaire de prendre le temps de surmonter cette suspicion pour comprendre le mouvement des gilets jaunes.

Plus qu'aux émeutes de 1968, il nous semble que cette révolte renvoie à la déclaration universelle des droits de l'homme dont le 70^e anniversaire de l'adoption par l'assemblée générale des Nations Unies a été célébré le 10 décembre dernier. Le préambule de cette déclaration refusée à l'époque par le bloc de l'Est, l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, le Yémen et le Honduras précisait en effet que « l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme ».

Il ne faut pas craindre de voir dans la révolte des gilets jaunes une remise en cause fondamentale de la manière d'exercer le pouvoir qui a cours depuis plusieurs décennies en France. Cette remise en cause pointe des erreurs majeures : les modèles économiques et sociaux utilisés par les pouvoirs publics ne rendent pas compte de la misère et de la terreur qui règnent en de nombreux endroits de la France.

L'organisation d'une consultation nationale est certes un moyen de laisser davantage s'exprimer les difficultés, toutefois elle ne suffira pas à rétablir une liberté de parler et de croire qui est menacée dans notre pays pour des raisons devenues structurelles : la mise à l'écart du programme de François Fillon, centré sur les libertés civiles, lors de la campagne présidentielle de 2017 en a attesté.

La révolte contre l'impôt a un sens : la pression fiscale est la conséquence d'une défaillance du secteur public tel qu'il est organisé dans notre pays, avec un très grand nombre de services confiés exclusivement ou très majoritairement à des fonctionnaires. Remettre en cause l'impôt c'est remettre en cause l'organisation monolithique de ce secteur public propre à la France, où ceux qui n'entrent pas dans les cases prévues sont marginalisés faute du développement suffisant de propositions alternatives.

Nous proposons à ce sujet, en pages centrales de cette lettre, une réflexion sur la vérité en politique qui s'oppose à l'idéologie selon laquelle l'Etat aurait à prendre en charge lui-même et directement la réalisation des droits de l'homme.

L'Etat, pour permettre les débats fondamentaux auxquels aspire notre société doit établir une bien plus grande liberté d'organisation des services publics ; c'est ainsi que chacun pourra mieux participer à la recherche du bien commun et ainsi réaliser plus librement sa vocation. Le soutien de l'opinion aux gilets jaunes nous semble démontrer qu'il est temps de parler à nouveau en France de liberté et de responsabilité.

Ludovic TROLLE

La réponse aux gilets jaunes : inquiétudes en Allemagne

La réponse immédiate du pouvoir à la révolte des gilets jaunes suscite l'inquiétude de la presse allemande. Toujours attachée à la maîtrise des dépenses publiques comme la condition même pour que l'économie allemande poursuive sa dynamique, elle juge sévèrement les 10 milliards d'euro concédés par le Président de la République le 10 décembre.

Certains articles pointent du doigt la responsabilité des réseaux sociaux dans l'entretien d'une méfiance radicale à l'égard des institutions, les empêchant de jouer leur rôle qui est d'apporter de la stabilité pour permettre des politiques de long terme. D'autres soulignent la concentration des responsabilités sur le Président de la République, du fait que la majorité parlementaire lui est fortement liée.

Ces deux points de vue se rejoignent d'une certaine façon puisque dans les deux cas le manque de poids et peut-être d'expertise et d'expérience de la majorité « En Marche » expose le Président de la République à des revendications se réclamant de la démocratie directe. Le fait que cette majorité soit privée d'assise territoriale peut également expliquer que les réformes adoptées ne répondent pas suffisamment aux enjeux du pays.

« 7 piliers pour l'Europe » : les Républicains en travail

Le président des Républicains a voulu rassurer sur son engagement européen en rassemblant son Conseil national à Menton, le 30 juin 2018, pour identifier des aspirations partagées sur l'Europe. Les Républicains se déclarent attachés à une Europe respectueuse de la volonté des peuples et des nations, nécessaire pour affronter les défis de notre époque. Ils rejettent toute idée de sortie de l'euro (1^{er} pilier).

Le refus de l'immigration de masse et la lutte contre le terrorisme islamiste sont la priorité absolue (2^e pilier). Aucun élargissement de l'Europe ou de l'espace Schengen ne sera accepté (3^e pilier). Un principe de préférence pour les entreprises européennes, et une exigence de réciprocité dans les relations commerciales constituent le 4^e pilier. La libre entreprise est le 5^e pilier, assorti d'un refus de la concurrence déloyale. Le 6^e pilier appelle à « moins de normes, plus de projets ». Le 7^e pilier est « transmettre l'identité, la culture, les racines et les valeurs européennes ».

Derrière les mots qui sonnent juste mais qui restent des mots, une véritable capacité d'action sur ces sujets est à construire au sein des instances de l'Union européenne. Ainsi, le Parlement européen est constitué de quatre grandes sensibilités politiques quasi égales en nombre de sièges : Gauche et Verts, Sociaux-démocrates, Centre-droit, droite conservatrice (le FN n'y appartient pas). Les Républicains souhaitent-ils renforcer les liens entre ces deux dernières sensibilités pour constituer une majorité différente de celle qui existe depuis longtemps entre Sociaux démocrates et Centre-droit ?

Appel à l'unité pour la France (2)

Nous vous proposons ici la suite de notre appel à tous les partis politiques et aux personnes engagées à surmonter les divisions de notre pays pour le sortir de la situation difficile où il se trouve depuis la crise mondiale depuis 2008.

La première orientation que nous proposons est de mettre la recherche de la vérité au cœur de la politique française. En effet, la nation n'est pas une idée, elle est une réalité vivante qui s'accomplit dans la recherche de la vérité.

La politique doit se remettre au service de cette recherche, qui doit elle-même se baser sur l'amour de la nation. Les réponses aux défis lancés par les évolutions techniques, sociales et politiques de notre époque ne pourront être trouvées de façon satisfaisante que par un débat en vérité entre des personnes cherchant le bien de la nation.

1. Mettre la recherche de la vérité au cœur de la politique française

Suite aux guerres du 20^e siècle, l'Europe a cru nécessaire de renoncer à l'idéal de la nation au profit d'une vérité supérieure. La crise qu'elle traverse aujourd'hui nous semble démontrer que cette voie n'est pas la bonne : les nationalismes sont revenus alors que l'idéal de la nation n'est plus du tout enseigné par les Etats européens.

La construction européenne devait protéger les nations contre les abus de l'Etat moderne, qui s'était à tel point développé qu'il s'était conçu lui-même comme un arbitre des libertés nationales, imposant des limites aux libertés pour faire régner l'ordre, si besoin par la violence. Les fondateurs de l'Europe souhaitaient mettre fin à ces abus : comme l'aurait dit Jean Monnet à la fin de sa vie, leur erreur aurait été de commencer par protéger la liberté économique, au lieu de protéger la liberté de la culture.

Nous pensons que cette liberté de la culture est en réalité la liberté de la nation. La nation n'est pas un principe absolu s'imposant à chacun : les nationalismes du 20^e siècle ne sont pas le produit des nations européennes mais celui des Etats modernes. Chaque nation est une civilisation, une éducation, qui permet à chacun d'accomplir davantage sa liberté personnelle pour autant qu'il fasse l'effort de la comprendre et de l'aimer. C'est dans le cadre de cette culture que la liberté économique peut se construire.

La construction de l'Union européenne telle qu'elle s'est faite n'a pas réussi à corriger les erreurs des Etats modernes : particulièrement en France, l'Etat continue de s'arroger la responsabilité de réaliser lui-même les fonctions essentielles de solidarité qui sont en réalité l'apanage des libertés nationales. L'idéologie naît de cette conception où l'Etat se charge de dicter ce qui est bien.

Or l'apprentissage de la recherche de la vérité exige au contraire que chacun puisse librement accomplir sa vocation et ainsi dévouer ses talents au bien commun. Ce bien commun ne peut se réaliser que par une recherche de la vérité ancrée dans l'amour de soi-même et de l'autre.

Cet amour qui est le fondement de toute solidarité ne peut pas s'imposer : l'Etat ne peut aider à le faire grandir qu'en créant un cadre permettant aux libertés de progresser ; et la construction européenne ne pouvait pas imposer aux Etats européens de prendre ce chemin, puisque par définition c'est un chemin de liberté.

Cette liberté qu'il fallait retrouver pour contrebalancer les tendances totalitaires des Etats modernes n'est pas d'abord la liberté économique : c'est la liberté personnelle qui repose elle-même sur les libertés nationales. Il n'y a en effet pas de liberté individuelle, la liberté se construisant par l'amour de soi et l'amour de l'autre, donc au sein d'une communauté, d'une histoire partagée, de valeurs. C'est en ce sens que la bonne connaissance des racines chrétiennes de l'Europe est nécessaire : les nations européennes sont toutes nées de la conversion de leur souverain.

La première de ces nations fut la France. Nous prenons comme un signe d'espoir que la commémoration du baptême de Clovis, qui suivit la victoire de Tolbiac contre les Alamans fut véritablement célébrée au plus haut sommet de l'Etat, contrairement par exemple au bicentenaire de la bataille d'Austerlitz où la classe politique française fut moins présente qu'au bicentenaire de la bataille de Waterloo.

Depuis ces cérémonies de 1996, une réflexion profonde s'est imposée sur la laïcité française, illustrée de façon négative mais significative par le refus du président Chirac, au nom de cette laïcité, de reconnaître les racines chrétiennes de l'Europe. C'était pourtant par son baptême que le premier roi barbare devenu catholique avait mis au-dessus du peuple qu'il dirigeait la vérité universelle de l'amour chrétien.

Comprendre que la reconnaissance des racines chrétiennes de l'Europe n'est pas antagoniste au principe de laïcité élaboré en France depuis l'édit de Nantes nous paraît essentiel pour libérer notre nation de l'idéologie destructrice de l'Etat moderne.

Naturellement toutes les religions sont tombées dans le piège consistant à s'appuyer sur un Etat pour se développer. Depuis le concile de Vatican II cette erreur est dénoncée explicitement par l'Eglise catholique : le pendant de l'autonomie de la sphère économique et politique, inventée par l'Europe à l'époque moderne, est l'autonomie qui doit être laissée aux personnes pour donner un sens à leur vie et s'approprier l'activité économique ou lieu de s'y soumettre.

Dans cette conception le rôle premier de l'Etat est de créer un cadre permettant de protéger la vie, la liberté, la sûreté mentionnées à l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Ce qui paraît une évidence est en réalité très ambitieux : si l'Etat a pour rôle de développer les libertés il doit s'interdire de se substituer aux personnes, notamment dans des domaines cruciaux comme la vie de famille, l'éducation, la sécurité sociale, voire la sécurité civile.

La situation de la France d'aujourd'hui illustre cette vérité : alors que l'Etat français reste solide dans son organisation militaire et policière, que l'économie française est profondément créative et variée, avec à la fois de grandes entreprises mondialisées et un esprit d'entreprise vivant, que la charité et l'initiative personnelle désintéressée sont présentes dans les multiples associations qui fleurissent dans tous les domaines, malgré tout cela la nation française est blessée, et sans défense alors même qu'il lui faut assimiler une nombreuse population immigrée.

Si la nation française ne trouve plus son équilibre malgré ces réussites de toutes sortes, c'est que l'Etat français doit franchir une nouvelle étape dans la construction de la laïcité : il doit se remettre au service des libertés qui font progresser la nation, qui font progresser la culture, l'économie, la solidarité, et pour ce faire limiter sa propre intervention.

L'Etat français doit avoir le courage d'affronter et de nourrir les controverses scientifiques, qui n'ont jamais de fin, d'organiser le dialogue entre religions, qui est sans doute la chose la plus difficile pour une société, et d'imposer quand cela est nécessaire les mesures fortes indispensables pour établir et protéger les libertés.

Ainsi la laïcité appliquée à l'Etat moderne interdit que l'Etat impose une vérité d'autorité (qui peut d'ailleurs être le relativisme absolu) : il trouve au contraire sa raison d'être dans la protection des libertés essentielles que sont la recherche de la vérité scientifique, spirituelle, humaine.

Rien n'est moins aisé tant l'Etat moderne a tendance à définir lui-même le contenu de la vérité. Toutefois l'histoire de l'Europe est, depuis la Grèce antique, celle d'une profonde variété de points de vue, d'hypothèses scientifiques, d'expériences spirituelles, que le christianisme a nourrie en affirmant perpétuellement la dignité de chaque personne. Ce principe affirme en particulier que l'effort vers la vérité n'est pas réservé à une élite savante, et que chacun peut y participer par son talent personnel.

En effet, **le débat en vérité ne passe pas par le seul effort intellectuel. Il passe par un effort complet de la personne, dans sa dimension intellectuelle et dans sa dimension relationnelle**, qui permet de progresser vers la vérité en prenant en compte la multiplicité des expériences vécues. Cela renvoie au « devoir de fraternité » que la Déclaration universelle des droits de l'homme définit en son article 1^{er} comme la condition de toute liberté.

Ce devoir ne s'impose pas, il se construit : l'Etat peut y contribuer en mettant sa puissance au service du débat, qui fait entrer en relations des écoles, des professions, des chapelles, des sensibilités qui s'approfondiront précisément en engageant le dialogue que la vision absolutiste de l'Etat rendait absolument impossible.

L'amour de la nation est le cadre dans lequel le débat en vérité peut se construire : deux personnes d'opinions différentes acceptent plus facilement l'absence de consensus si elles se savent animées d'un même amour et que cet amour fait passer la vérité au-dessus de l'intérêt personnel.

L'amour de la nation peut seul donner à chacun la force et l'envie d'entrer dans un véritable débat sur le bien commun. Réciproquement, l'Etat nourrit cet amour de la nation s'il parvient à faire progresser le débat en vérité. L'acceptation d'un dialogue avec les personnes qui ne partagent pas les mêmes convictions, la recherche d'arguments et la prise en compte des arguments de l'autre, la soumission à la décision issue du débat et la possibilité de remettre en cause celle-ci par la suite selon les mêmes méthodes argumentatives constituent le travail de société.

La politique française peine dans cet exercice de débat parce qu'elle ne donne plus la place qui revient à l'idéal de la nation. En l'absence de cet idéal, les intérêts contradictoires peuvent tourner à l'affrontement radical, et à la volonté de puissance des uns contre les autres. C'est ce que découvre l'Union européenne technocratique. Pour avoir privilégié le vote majoritaire au détriment de la recherche du bien commun aux différentes nations et à leurs multiples représentants, les divergences semblent aujourd'hui l'emporter.

En l'absence de fidélité aux valeurs de la nation, le sentiment s'est répandu que la politique ne serait qu'une posture réaliste de conquête du pouvoir. Ne parvenant pas à gouverner après avoir pris le pouvoir sur de fausses promesses, le politique en vient à croire que la nation est à l'opposé de toute rationalité et doit donc être opprimée, ou au moins ignorée. Cela revient pourtant à opposer la science à la liberté, alors que la science est par sa nature même au service de la liberté.

La France n'est pas du tout la seule victime de cette situation absurde. Mais elle peut être la première à pouvoir identifier les moyens d'en sortir. **Le renouveau de notre nation viendra d'une évolution profonde de la politique consistant à retrouver l'amour de la nation comme le lien unissant les différentes visions du monde et ainsi les communautés, les professions, les régions.** Il s'agit de retrouver l'humilité du politique consistant à créer le débat en vérité au sein des corps constitués pour le bien de la nation.

Un courant de pensée réfléchissant sur le communautarisme culturel à partir de la philosophie libérale de John Rawls estimait que la confrontation des démocraties avec les demandes communautaristes permettait de mettre à l'épreuve les principes démocratiques et, si une réponse adaptée était trouvée, de leur donner une plus grande portée.

Nous pensons qu'il appartient d'abord à notre démocratie et à l'Union européenne de se mettre à l'épreuve des aspirations de la nation, qu'il appartient aux corps constitués d'identifier pour pouvoir leur apporter des réponses. La crise intérieure de notre pays exige des élites politiques et économiques qu'elles acceptent de reprendre cette recherche des aspirations de la nation avant toute autre priorité, ce qui permettra d'établir davantage de liberté dans les domaines essentiels de notre société.

Toute la vie politique devrait dès lors être organisée pour faire progresser la nation vers une plus grande liberté, par le débat et la recherche commune de la vérité. Pour que cette liberté soit bien orientée, elle devra se fonder dans un amour authentique de la nation française.

Donner un cap à la France dans une période troublée

Commentaire de l'ouvrage du général Pierre de Villiers : *Qu'est-ce qu'un chef ?*, éditions Fayard, novembre 2018, 254 pages.

En s'efforçant de définir les qualités d'un chef, le général de Villiers propose une voie de sortie de crise pour notre pays. Se fondant sur son expérience militaire, où il s'illustra particulièrement dans la coalition internationale contre les talibans en Afghanistan en 2006, il apporte un regard original sur notre pays, sur son peuple et sur ses élites. S'il estime qu'un chef ne doit pas entrer dans les polémiques et les invectives, il ne mâche cependant pas ses mots sur ce qu'il considère être le mal français de notre époque : l'insuffisance des chefs. Cette insuffisance ne concerne pas seulement les plus hauts dirigeants du pays, elle concerne chacun. Le général rappelle que, pour être chef, il faut d'abord être son propre chef.

L'accaparement personnel du pouvoir, la sensibilité aux flatteries, la coupure d'avec la réalité quotidienne, la fascination devant la technologie, le manque du courage de dire la vérité, caractérisent l'exercice erroné du rôle de chef, auquel certainement beaucoup de Français sont confrontés. Tous ces travers traduisent un manque de confiance en l'autre et un dévoiement de la fonction de chef qui conduit à subir les événements. Le chef doit au contraire se concentrer sur la stratégie, l'identification et la maîtrise des risques, la délégation et la correction des opérations. Et pour cela préserver sa santé physique et morale, sa liberté et son indépendance, écouter son entourage et s'y intéresser, rester en contact avec la base, rechercher la contradiction. Avec une seule fin : prendre la bonne décision, celle qui conduit au succès.

Dans des termes qui peuvent surprendre dans un pays où l'autorité et la réussite sont mal vues, Pierre de Villiers décrit le chef en prise avec les défis technologiques qui obligent à une transformation permanente des organisations, et au plus fort de l'action, à des « équations à plusieurs inconnues », dont il « doit tirer quelques décisions claires : on y va ; par ce chemin ; de cette manière ; avec cet appui ; avec cette couverture ; et avec ce plan de repli si les choses tournent mal. Ces décisions intègrent évidemment la question du risque, qui est à la fois objective et subjective. Nous sommes là au point précis où le chef justifie sa fonction, son rôle. Son discernement ne relève ni de la seule raison, ni de la seule intuition, mais d'une alchimie mystérieuse capable de les mettre en ordre. »

Cette vision du chef valorise la connaissance technique et l'expérience, nécessaires pour comprendre pleinement son métier et partager des valeurs communes avec tous ceux qui l'exercent. Elle insiste sur la responsabilité sociale du chef, enseignée et illustrée par le Maréchal Lyautey : il appartient au chef de créer le cadre favorable au développement humain.

Cette construction de la personne dans la durée, par la maîtrise technique et la relation humaine, permet l'approfondissement nécessaire à la démarche stratégique, et donne la capacité d'entraînement par laquelle chacun peut se dépasser tout en obéissant. L'ancien chef d'état-major de l'armée française considère que les vertus de fraternité et de commandement, de service et de simplicité qui s'enseignent dans l'armée sont plus que jamais utiles aux entreprises d'aujourd'hui. Si l'armée doit gagner la guerre, la société civile doit gagner la paix et Pierre de Villiers se donne comme priorité de construire cette paix dans les entreprises qu'il conseille désormais au sein du Boston Consulting Group.

Le livre ne constitue donc pas un programme politique mais l'ancien chef du cabinet militaire de François Fillon lorsqu'il était Premier ministre donne les grandes lignes à suivre pour rendre la confiance à notre pays et rétablir la légitimité de l'Etat « auquel le peuple délègue la responsabilité de l'autorité ». L'organisation de l'Etat joue un rôle essentiel pour diffuser la confiance et l'envie de surmonter les épreuves, de se découvrir soi-même, de se « libérer de la peur ». Le général considère qu'un ministre doit avoir pour objectif de diminuer le nombre de lois, ce qui permettra d'échapper à la logique financière. « Passer du comptable au macroéconomique, en intégrant les surcoûts dus aux décisions purement financières » est la ligne de conduite qu'il donne.

Pour lui, le choix n'est pas entre la logique « libérale libertaire » et la logique « étatiste » : le rôle de l'Etat, outre ses responsabilités régaliennes, est de soutenir les dynamiques locales collectives, notamment intergénérationnelles, pour ainsi recréer le « creuset national ». L'Europe doit se reconstruire sur des projets bien identifiés, venus de la base, portés par des nations souveraines et stables, faisant le choix de coopérations bien identifiées et construites dans la durée. De même la communauté internationale doit se réformer pour plus d'efficacité et de clarté.

L'aspect le plus saisissant de la démarche du général est l'exercice d'introspection qu'il propose à toute personne chargée de responsabilités. A plusieurs reprises est vantée l'importance de l'examen personnel de ses faiblesses, la vérité étant présentée comme la condition de l'excellence. Pierre de Villiers rappelle ainsi que le secret de la réussite est accessible à tous.

Adresse de la lettre : Institut éthique et politique Montalembert / Ludovic TROLLÉ – 54 rue Perronet – 92200 NEUILLY-sur-SEINE.
L'abonnement est réservé aux adhérents. Il est possible de souscrire en envoyant un chèque de 40 € et les informations ci-dessous.

NOM..... PRENOM :
ADRESSE POSTALE :
ADRESSE MAIL : (obligatoire pour version numérique) :@.....
TELEPHONE :DATE : SIGNATURE